

Considérant qu'il est important que la Belgique, comme dans le passé, continue également de contribuer financièrement à la maintenance et au développement du projet créé à cet effet, à savoir le projet EU-TWIX;

Sur la proposition de la Ministre de l'Environnement,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. Un montant de vingt-cinq mille euros (25.000 euros) à imputer à charge du crédit inscrit à l'AB 25 60 26 3132 01 du budget du Service public fédéral Santé publique, Sécurité de la Chaîne Alimentaire et Environnement – Fonds des matières premières – FQ tiroir CITES pour l'année budgétaire 2021 est alloué au WWF-Belgium, situé Boulevard Emile Jacqmain 90 à 1000 Bruxelles avec numéro d'entreprise: 0408656248, à titre de contribution de l'autorité fédérale belge pour l'année 2021 aux fins d'assurer la maintenance et le développement du projet EU-TWIX.

Ce montant sera versé au compte suivant :

Account n° 191-1522222-64

IBAN: BE 29 1911 5222 2264

BIC: CREGBEBB

Bank address:

CBC

Boulevard du Souverain 191

1160 Bruxelles

Art. 2. Le montant visé à l'article 1^{er} sera versé dès signature du présent arrêté royal et présentation de la demande de paiement à invoice@health.fgov.be.

Art. 3. La période couverte par la subvention prend cours le 01 janvier 2021 et se termine le 31 décembre 2021.

Art. 4. L'emploi de la contribution sera justifié a posteriori sur base d'un rapport d'activité, accompagné d'un état financier, fourni par « WWF-Belgium » pour le 31 mars 2022.

Art. 5. Conformément à l'article 123 de la loi du 22 mai 2003 portant organisation du budget et de la comptabilité de l'État fédéral, la partie de la contribution volontaire non utilisée dans le cadre du projet mentionné ci-dessus sera remboursée par WWF-Belgium au Service financier du SPF Santé publique - recettes Fonds matières premières, sur le compte IBAN BE04 6792 0042 4531 ouvert auprès de la Banque de la Poste (BIC/SWIFT : PCHQBEBB) avec communication « +++BA 25 01 20 0600 53 +++ ».

Art. 6. Le ministre qui a l'Environnement dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 29 octobre 2021.

PHILIPPE

Par le Roi :

La Ministre de l'Environnement,
Z. KHATTABI

Overwegende dat het belangrijk is dat België zoals in het verleden ook financieel blijft tussenkomen in het beheer en de ontwikkeling van het hiertoe gecreëerd project, te weten het EU-TWIX project;

Op de voordracht van de Minister van Leefmilieu,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. Een bedrag van vijftientwintig duizend euro (25.000 euro) aan te rekenen op het krediet voorzien in BA 25 60 26 3132 01 van de begroting van de Federale overheidsdienst Volksgezondheid, Veiligheid van de Voedselketen en Leefmilieu - Grondstoffenfonds – FQ deelfonds CITES voor het begrotingsjaar 2021, wordt toegekend aan WWF Belgium, gelegen te Emile Jacqmainlaan 90 te 1000 Brussel met Ondernemingsnummer: 0408656248, als bijdrage van de Belgische federale overheid voor het jaar 2021 om het beheer en de ontwikkeling van EU-TWIX project te verzekeren.

Dit bedrag zal gestort worden op het volgende rekeningnummer:

Account n° 191-1522222-64

IBAN: BE 29 1911 5222 2264

BIC: CREGBEBB

Bank address:

KBC

Vorstlaan 191

1160 Brussel

Art. 2. Het in artikel 1 vermeld bedrag zal vereffend worden van zodra dit besluit ondertekend is en de aanvraag tot uitbetaling voorgelegd wordt via invoice@health.fgov.be.

Art. 3. De periode gedekt door de toelage neemt een aanvang op 1 januari 2021 en eindigt op 31 december 2021.

Art. 4. De besteding van de bijdrage zal naderhand verantwoord worden op basis van een activiteitenrapport, vergezeld van een financiële staat, afgeleverd door "WWF-Belgium" voor 31 maart 2022.

Art. 5. Overeenkomstig het artikel 123 van de wet van 22 mei 2003 houdende organisatie van de begroting en van de comptabiliteit van de federale Staat, zal het in het kader van het hierboven vermelde project niet benutte gedeelte door WWF-Belgium worden terugbetaald aan de financiële dienst van de FOD Volksgezondheid - ontvangsten Grondstoffenfonds, op de IBAN rekening : BE04 6792 0042 4531 geopend bij de Bank van de Post (BIC/SWIFT : PCHQBEBB) met vermelding " +++BA 25 01 20 0600 53 +++".

Art. 6. De minister bevoegd voor Leefmilieu is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 29 oktober 2021.

FILIP

Van Koningswege :

De Minister voor Leefmilieu,
Z. KHATTABI

SERVICE PUBLIC FEDERAL ECONOMIE,
P.M.E., CLASSES MOYENNES ET ENERGIE

[C – 2021/34461]

23 DECEMBRE 2021. — Arrêté royal fixant les modalités relatives au forfait unique visé à l'article 4 de la loi du 15 décembre 2021 portant des mesures en vue de la hausse des prix de l'énergie en 2021 et confirmant l'arrêté royal du 22 décembre 2020 portant modifications de l'arrêté royal du 24 mars 2003 fixant les modalités de la cotisation fédérale destinée au financement de certaines obligations de service public et des coûts liés à la régulation et au contrôle du marché de l'électricité

PHILIPPE, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, Salut.

Vu loi du 15 décembre 2021 portant des mesures en vue de la hausse des prix de l'énergie en 2021 et confirmant l'arrêté royal du 22 décembre 2020 portant modifications de l'arrêté royal du 24 mars 2003 fixant

FEDERALE OVERHEIDSDIENST ECONOMIE,
K.M.O., MIDDENSTAND EN ENERGIE

[C – 2021/34461]

23 DECEMBER 2021. — Koninklijk besluit tot vaststelling van de nadere regels betreffende het eenmalig forfait bedoeld in artikel 4 van de wet van 15 december 2021 houdende maatregelen in het licht van de hoge energieprijzen in 2021 en tot bekrachtiging van het koninklijk besluit van 22 december 2020 tot wijziging van het koninklijk besluit van 24 maart 2003 tot bepaling van de andere regels betreffende de federale bijdrage tot financiering van sommige openbare dienstverplichtingen en van de kosten verbonden aan de regulering van en controle op de elektriciteitsmarkt

FILIP, Koning der Belgen,
Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 15 december 2021 houdende maatregelen in het licht van de hoge energieprijzen in 2021 en tot bekrachtiging van het koninklijk besluit van 22 december 2020 tot wijziging van het koninklijk

les modalités de la cotisation fédérale destinée au financement de certaines obligations de service public et des coûts liés à la régulation et au contrôle du marché de l'électricité, l'article 4 ;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 23 novembre 2021 ;

Vu l'accord du Secrétaire d'Etat du Budget, donné le 30 novembre 2021 ;

Vu l'analyse d'impact de la réglementation effectuée le 10 novembre 2021 conformément aux articles 6 et 7 de la loi du 15 décembre 2013 portant des dispositions diverses concernant la simplification administrative ;

Vu l'avis 70.983/3 du Conseil d'Etat, donné le 21 décembre 2021, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 3^o, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973 ;

Considérant que la charge budgétaire de cette mesure sera supportée par le budget de l'année 2021, le présent arrêté devrait entrer en vigueur avant la fin de cette année, après quoi un délai suffisant devrait être accordé pour sa mise en œuvre ;

Considérant la loi du 29 avril 1999 relative à l'organisation du marché de l'électricité, article 20, § 2 et 2/1 en article 21^{ter}, § 1^{er} ;

Considérant l'avis de la Commission de Régulation de l'Electricité et du Gaz, donné le 17 novembre 2021 ;

Considérant que le forfait unique prévu à l'article 4 de la loi du 15 décembre 2021 précitée est effectué directement par les fournisseurs à l'ayant droit au nom et pour le compte de l'Etat et que, par conséquent, n'entre pas dans le champ d'application des règles de la T.V.A. ;

Sur la proposition du Ministre de l'Economie et de la Ministre de l'Energie,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. Pour l'application du présent arrêté, sont d'application les définitions visées à l'article 2 de la loi du 29 avril 1999 relative à l'organisation du marché de l'électricité, complétées par les définitions suivantes :

1^o « la loi du 15 décembre 2021 » : la loi du 15 décembre 2021 portant des mesures en vue de la hausse des prix de l'énergie en 2021 et confirmant l'arrêté royal du 22 décembre 2020 portant modifications de l'arrêté royal du 24 mars 2003 fixant les modalités de la cotisation fédérale destinée au financement de certaines obligations de service public et des coûts liés à la régulation et au contrôle du marché de l'électricité ;

2^o « arrêtés royaux de 2012 » : l'arrêté royal du 29 mars 2012 fixant les règles de détermination du coût de l'application des tarifs sociaux par les entreprises d'électricité et les règles d'intervention pour leur prise en charge et l'arrêté royal du 29 mars 2012 fixant les règles de détermination du coût de l'application des tarifs sociaux par les entreprises de gaz naturel et les règles d'intervention pour leur prise en charge ;

3^o « forfait unique » : le forfait unique de 80 euros visé à l'article 4 de la loi du 15 décembre 2021 portant des mesures en vue de la hausse des prix de l'énergie en 2021 et confirmant l'arrêté royal du 22 décembre 2020 portant modifications de l'arrêté royal du 24 mars 2003 fixant les modalités de la cotisation fédérale destinée au financement de certaines obligations de service public et des coûts liés à la régulation et au contrôle du marché de l'électricité ;

4^o « ayant droit » : le client protégé résidentiel qui a bénéficié au 30 septembre 2021 de l'application du prix maximal, visé à l'article 4, § 1 de la loi du 15 décembre 2021 ;

5^o « fournisseur de dernier recours » : le fournisseur agissant en application de l'article 4.3.3 du Décret flamand sur l'Energie, de l'article 25^{noviesdecies} de l'Ordonnance du 19 juillet 2001 relative à l'organisation du marché de l'électricité en Région de Bruxelles-Capitale, ou de l'article IV.7 du Règlement technique du 27 mai 2021 pour la gestion des réseaux de distribution d'électricité en Région wallonne et l'accès à ceux-ci ;

6^o « virement » : service de paiement visé à l'article I.9., 31^o du Code de droit économique ;

7^o « jours ouvrables » : l'ensemble des jours calendrier, à l'exclusion des dimanches et jours fériés légaux. Si le délai exprimé en jours ouvrables expire un samedi, il est prolongé jusqu'au jour ouvrable suivant.

besluit van 24 maart 2003 tot bepaling van de andere regels betreffende de federale bijdrage tot financiering van sommige openbare dienstverplichtingen en van de kosten verbonden aan de regulering van en controle op de elektriciteitsmarkt, artikel 4 ;

Gelet op het advies van de inspecteur van Financiën, gegeven op 23 november 2021 ;

Gelet op de akkoordbevinding van de Staatssecretaris van Begroting, gegeven op 30 november 2021 ;

Gelet op de regelgevingsimpactanalyse uitgevoerd op 10 november 2021 overeenkomstig de artikelen 6 en 7 van de wet van 15 december 2013 houdende diverse bepalingen inzake administratieve vereenvoudiging ;

Gelet op het advies 70.983/3 van de Raad van State, gegeven op 21 december 2021, met toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 3^o, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973 ;

Overwegende dat de budgettaire last van deze maatregel wordt gedragen door de begroting van het jaar 2021 dient voorliggend besluit van kracht te zijn voor het einde van dit kalenderjaar, waarna nog voldoende tijd moet worden gelaten om tot uitvoering over te gaan ;

Overwegende de wet van 29 april 1999 betreffende de organisatie van de elektriciteitsmarkt, artikel 20, § 2 en § 2/1 en artikel 21^{ter}, § 1 ;

Overwegende het advies van de Commissie voor de Regulering van de Electriciteit en het Gas, gegeven op 17 november 2021 ;

Overwegende dat het eenmalig forfait bedoeld in artikel 4 van de voornoemde wet van 15 december 2021 in naam en voor rekening van de staat door de leveranciers rechtstreeks aan de rechthebbende wordt uitbetaald en bijgevolg buiten de uitvoeringsbepalingen van de btw-regelgeving valt ;

Op de voordracht van de Minister van Economie en de Minister van Energie,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. Voor de toepassing van dit besluit zijn de definities van toepassing bedoeld in artikel 2 van de wet van 29 april 1999 betreffende de organisatie van de elektriciteitsmarkt, aangevuld met de volgende definities :

1^o “de wet van 15 december 2021” : de wet van 15 december 2021 houdende maatregelen in het licht van de hoge energieprijzen in 2021 en tot bekrachtiging van het koninklijk besluit van 22 december 2020 tot wijziging van het koninklijk besluit van 24 maart 2003 tot bepaling van de andere regels betreffende de federale bijdrage tot financiering van sommige openbare dienstverplichtingen en van de kosten verbonden aan de regulering van en controle op de elektriciteitsmarkt ;

2^o “koninklijk besluiten van 2012” : het koninklijk besluit van 29 maart 2012 tot vaststelling van de regels voor het bepalen van de kosten van de toepassing van de sociale tarieven door de elektriciteitsbedrijven en de tussenkomstregels voor het ten laste nemen hiervan en het koninklijk besluit van 29 maart 2012 tot vaststelling van de regels voor het bepalen van de kosten van de toepassing van de sociale tarieven door de aardgasondernemingen en de tussenkomstregels voor het ten laste nemen hiervan ;

3^o “eenmalig forfait” : het eenmalig forfait van 80 euro bedoeld in artikel 4 van de wet van 15 december 2021 houdende maatregelen in het licht van de hoge energieprijzen in 2021 en tot bekrachtiging van het koninklijk besluit van 22 december 2020 tot wijziging van het koninklijk besluit van 24 maart 2003 tot bepaling van de andere regels betreffende de federale bijdrage tot financiering van sommige openbare dienstverplichtingen en van de kosten verbonden aan de regulering van en controle op de elektriciteitsmarkt ;

4^o “rechthebbende” : de residentiële beschermde afnemer die op 30 september 2021 de toepassing van de maximumprijs elektriciteit heeft genoten, zoals bedoeld in art. 4, § 1 van de wet van 15 december 2021 ;

5^o “noodleverancier” : de leverancier die optreedt in toepassing van artikel 4.3.3 van het Vlaams Energiedecreet van 8 mei 2009, artikel 25^{noviesdecies} van de Ordonnantie van 19 juli 2001 betreffende de organisatie van de elektriciteitsmarkt in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, of artikel IV.7 van het Technisch reglement van 27 mei 2021 voor het beheer van de elektriciteitsdistributienetten in het Waalse Gewest en de toegang daartoe ;

6^o “overschrijving” : betalingsdienst zoals bedoeld in artikel I.9., 31^o van het Wetboek economisch recht ;

7^o “werkdagen” : het geheel van alle kalenderdagen met uitsluiting van de zondagen en wettelijke feestdagen. Als een termijn, uitgedrukt in werkdagen, op een zaterdag afloopt, wordt hij verlengd tot de eerstvolgende werkdag.

Art. 2. § 1. Les fournisseurs octroient le forfait unique, sans qu'une demande ne soit requise, aux ayants droit repris dans leur fichier clients le 30 septembre 2021 en l'application de l'article 4/1 ou de l'article 6, quatrième alinéa de la Loi-programme du 27 avril 2007 avant la publication de la loi du 15 décembre 2021.

Dans les cas visés à l'article 4, § 2, troisième alinéa, de la loi du 15 décembre 2021, survenus avant la publication du présent arrêté, le forfait unique est versé à l'ayant droit au moyen d'une note de crédit par le fournisseur qui, au moment de la publication du présent arrêté, assure la fourniture d'électricité à l'ayant droit.

Dans les cas prévus à l'article 4, § 2, troisième alinéa, de la loi du 15 décembre 2021, survenant après la publication du présent arrêté, le forfait unique est versé à l'ayant droit au moyen d'une note de crédit par son fournisseur de dernier recours.

§ 2. Au plus tard deux jours après la publication du présent arrêté, 72 millions d'euros seront versés à la CREG.

Le 31 décembre 2021 au plus tard, le montant nécessaire à chaque fournisseur lui sera versé par la CREG. Ledit montant nécessaire est puisé dans les moyens présents dans le Fonds et visés à l'article 21bis, § 1/1 de la loi du 29 avril 1999 relative à l'organisation du marché de l'électricité et sera réparti proportionnellement entre les fournisseurs sur la base du nombre de clients résidentiels protégés de chaque fournisseur au 30 septembre 2021.

Lorsqu'un fournisseur est remplacé par un fournisseur de dernier recours avant que l'acompte visé à l'alinéa 2 n'ait été versé, la part qui aurait dû être versée au fournisseur sera versée au(x) fournisseur(s) de dernier recours. Si plusieurs fournisseurs de dernier recours sont concernés, le montant attribué sera divisé proportionnellement selon leur part de marché de clients résidentiels protégés au moment de la publication du présent arrêté.

Si les ressources prévues à l'alinéa 1ier ne sont pas suffisantes pour couvrir les dépenses prévues à l'alinéa 2ème, la commission peut en outre faire appel aux ressources visées à l'article 12bis, 2ème alinéa des arrêtés royaux de 2012.

Art. 3. § 1. Le 31 janvier 2022 au plus tard, les fournisseurs enverront une note de crédit concernant le versement direct du forfait unique à tous les ayants droit. Il n'y a pas de compensation avec d'éventuels autres montants que l'ayant droit doit au fournisseur.

Par dérogation à l'alinéa 1er, dans le cas où l'ayant droit change de fournisseur après le 30 septembre 2021 et dans les cas visés à l'article 4, § 2, 3ième alinéa de la loi du 15 décembre 2021, les fournisseurs enverront au plus tard le 20 mars 2022 une note de crédit concernant le versement direct du forfait unique aux ayants droit.

Les fournisseurs transfèrent le forfait unique au plus tard 12 jours ouvrables après l'envoi de la note de crédit par virement sur le compte de paiement de l'ayant droit.

En cas d'absence du compte de paiement de l'ayant droit ou en cas de rectification des données de paiement par l'ayant droit, le délai visé au troisième alinéa commence à courir le premier jour ouvrable après la réception par le fournisseur des données de paiement requises.

§ 2. La note de crédit porte le titre « Eenmalige tussenkomst 2021 - federaal sociaal tarief », « Intervention ponctuelle 2021 - tarif social fédéral » ou « Einmalige Intervention 2021 - Förderaler Sozialtarif » et mentionne au moins :

1° l'identification de l'ayant droit ;

2° l'adresse de livraison ;

3° que le forfait unique de €80 sera versé directement par virement sans compensation avec d'éventuels autres montants que l'ayant droit doit au fournisseur ;

4° les détails de paiement de l'ayant droit dont le fournisseur dispose ou, si le fournisseur n'en dispose pas, la demande à l'ayant droit de fournir ces détails aussi vite que possible ;

5° la mention que le virement du forfait unique aura lieu dans les 12 jours ouvrables suivant l'envoi de la note de crédit si l'ayant droit ne demande pas la modification de ses détails de paiement, ou la mention que le virement du forfait unique aura lieu dans les 12 jours ouvrables suivant la communication par l'ayant droit au fournisseur des détails de paiement ;

Art. 2. § 1. De leveranciers kennen het eenmalig forfait toe, zonder dat een aanvraag vereist is, aan de rechthebbenden opgenomen in hun klantenbestand op 30 september 2021 in toepassing van artikel 4/1 of artikel 6, vierde lid van de Programmawet van 27 april 2007 voorafgaand aan de bekendmaking van de wet van 15 december 2021.

In de gevallen voorzien in art. 4, § 2, derde lid van de wet van 15 december 2021, die zich voordeden voor de bekendmaking van dit besluit, wordt het eenmalig forfait bij wijze van creditnota uitbetaald aan de rechthebbende door de leverancier die op het moment van bekendmaking van dit besluit voorziet in de levering van elektriciteit aan de rechthebbende.

In de gevallen voorzien in art. 4, § 2, derde lid van de wet van 15 december 2021, die zich voordoen na de bekendmaking van dit besluit, wordt het eenmalig forfait bij wijze van creditnota uitbetaald aan de rechthebbende door zijn noodleverancier.

§ 2. Uiterlijk twee dagen na bekendmaking van dit besluit wordt 72 miljoen euro gestort aan de CREG.

Uiterlijk op 31 december 2021 wordt het benodigde bedrag door de CREG aan de leveranciers gestort. Dit bedrag wordt geput uit de in het Fonds aanwezige middelen bedoeld in artikel 21bis, § 1/1 van de wet van 29 april 1999 betreffende de organisatie van de elektriciteitsmarkt en wordt proportioneel verdeeld over de leveranciers op basis van het aantal beschermde residentiële afnemers van elke leverancier per 30 september 2021.

Wanneer een leverancier wordt vervangen door een noodleverancier vooraleer het in het tweede lid bedoelde voorschot is gestort, wordt het deel dat aan de leverancier had moeten gestort worden toegewezen aan de noodleverancier(s). Als meerdere noodleveranciers betrokken zijn, wordt het toegekende bedrag proportioneel verdeeld naar rato van hun aandeel beschermde residentiële afnemers op het moment van bekendmaking van dit besluit.

De commissie kan, wanneer de in het eerste lid voorziene middelen niet volstaan om in het tweede lid bedoelde uitgaven te dekken, bijkomend putten uit de middelen bedoeld in artikel 12bis, tweede lid van de koninklijke besluiten van 2012.

Art. 3. § 1. Uiterlijk op 31 januari 2022 versturen de leveranciers een creditnota met betrekking tot de rechtstreekse uitbetaling van het eenmalig forfait aan alle rechthebbenden. Er is geen schuldvergelijking met eventuele andere bedragen die de rechthebbende aan de leverancier verschuldigd is.

In afwijking van het eerste lid, in geval de rechthebbende verandert van leverancier na 30 september 2021 en de gevallen bedoeld in artikel 4, § 2, 3e lid van de wet van 15 december 2021, versturen de leveranciers uiterlijk op 20 maart 2022 een creditnota met betrekking tot de rechtstreekse uitbetaling van het eenmalig forfait aan de rechthebbenden.

De leverancier maakt het eenmalig forfait over uiterlijk 12 werkdagen na het versturen van de creditnota door middel van overschrijving op de betaalrekening van de rechthebbende.

In het geval van ontbreken van de betaalrekening van de rechthebbende of bij rechtzetting van de betaalgegevens door de rechthebbende, begint de termijn bedoeld in het derde lid te lopen vanaf de eerstvolgende werkdag nadat de leverancier de vereiste betaalgegevens ontvangt.

§ 2. De creditnota heeft als titel "Eenmalige tussenkomst 2021 - federaal sociaal tarief", "Intervention ponctuelle 2021 - tarif social fédéral" of "Einmalige Intervention 2021 - Förderaler Sozialtarif" en vermeldt minstens:

1° de identificatie van de rechthebbende ;

2° het leveringsadres ;

3° dat het eenmalig forfait van €80 rechtstreeks uitbetaald wordt via overschrijving zonder schuldvergelijking met eventuele andere bedragen die de rechthebbende aan de leverancier verschuldigd is ;

4° de betaalgegevens van de rechthebbende waarover de leverancier beschikt of, indien de leverancier hier niet over beschikt, de vraag aan de rechthebbende om deze gegevens onverwijld te bezorgen ;

5° de vermelding dat overschrijving van het eenmalig forfait zal plaatshebben binnen de 12 werkdagen na het versturen van de creditnota indien de rechthebbende geen aanpassing van zijn betaalgegevens verzoekt, of de vermelding dat overschrijving van het eenmalig forfait zal plaatshebben binnen de 12 werkdagen nadat de rechthebbende alsnog betaalgegevens bezorgt aan de leverancier ;

6° l'indication que, si les détails de paiement ne sont pas correctes, l'ayant droit est prié de le signaler aussi vite que possible;

7° les coordonnées du fournisseur ;

8° un hyperlien et/ou un code QR vers la page web "tarif social" du SPF Economie.

Art. 4. Les ayants droit qui n'ont pas reçu de note de crédit et qui ne l'ont pas signalé au fournisseur visé à l'article 4, § 2, alinéa 1^{er} ou 3 de la loi du 15 décembre 2021 avant le 31 mai 2022 ne pourront plus bénéficier de l'attribution du forfait unique après le 31 mai 2022.

Art. 5. Le 30 avril 2022 au plus tard, les fournisseurs introduisent auprès de la commission, par lettre recommandée avec accusé de réception, une déclaration de créance, relatif au solde des coûts du paiement du forfait unique.

Les fournisseurs peuvent introduire une déclaration de créance, relatif au solde des coûts du forfait unique, par lettre recommandée avec accusé de réception, à la commission à compter de la date visée à l'article 4 et jusqu'au 30 juin 2022 au plus tard.

Chaque déclaration de créance contient les informations suivantes :

1° l'année couverte par la déclaration de créance;

2° le montant total dû, le montant total versé par la CREG et le solde positif ou négatif ;

3° la mention « Le présent document ne constitue pas une facture et ne permet pas la déduction de la T.V.A. » ;

4° le numéro de compte de paiement sur lequel le remboursement peut être effectué ;

5° la signature de la ou des personne(s) qui peuvent engager le fournisseur concerné et les nom(s) et fonction(s) de cette ou ces personne(s);

6° le nombre total d'ayants droit à qui le forfait unique a été octroyé en séparant, le cas échéant, le nombre d'ayants droit étant fourni dans le cadre de l'activité de fournisseur de dernier recours;

7° la liste nominative des ayants droit à qui le forfait unique a été octroyé, avec chaque fois l'indication du code EAN, de la date à laquelle le forfait unique a été versé , en indiquant, le cas échéant, que l'ayant droit est fourni dans le cadre de l'activité de fournisseur de dernier recours.

Art. 6. § 1. Après réception de la déclaration visée à l'article 5, alinéa 1^{er}, la commission analyse la réalité du solde de créance déclaré. Le contrôle du statut social des clients se fait par échantillonnage selon la méthode de travail visée à l'article 10, § 2, des arrêtés royaux de 2012, à l'exception des délais et de la distinction des catégories. Lorsqu'une vérification par le SPF Economie est requise, son résultat est communiqué au plus tard le 31 mai 2022 à la commission.

Le 30 juin 2022 au plus tard, la commission décide d'approuver ou de refuser, totalement ou partiellement, le solde de créance déclaré. Cela se fait au prorata du résultat globalisé des échantillonnages visés au premier alinéa en tenant compte d'une marge d'erreur acceptée de 2%. La commission informe le fournisseur de sa décision par courrier recommandé avec accusé de réception. La commission informe l'Etat du montant total des soldes des fournisseurs pour la même date.

Dans les trente jours suivant la date d'approbation du solde de la créance par la commission, le montant de celle-ci est versé au fournisseur ou bien remboursé par le fournisseur à la commission en cas de solde négatif. Ce paiement est réalisé pour solde de tout compte.

§ 2. Après réception de la déclaration visée à l'article 5, alinéa 2ième, la commission analyse la réalité du solde de créance déclaré. Le contrôle du statut social des clients se fait par échantillonnage selon la méthode de travail visée à l'article 10, § 2, des arrêtés royaux de 2012, à l'exception des délais et de la distinction des catégories. Lorsqu'une vérification par le SPF Economie est requise, son résultat est communiqué au plus tard le 31 juillet 2022 à la commission.

6° de la mention que, si les détails de paiement ne sont pas corrects, l'ayant droit est prié de le signaler aussi vite que possible;

7° de contactgegevens van de leverancier;

8° een hyperlink en/of QR-code naar de webpagina "sociaal tarief" van de FOD Economie.

Art. 4. Rechthebbenden die geen creditnota ontvangen hebben en nalaten de leverancier bedoeld in artikel 4, § 2, eerste of derde lid van de wet van 15 december 2021 hierop te wijzen voor 31 mei 2022 komen niet langer in aanmerking voor de toekenning van het eenmalig forfait na 31 mei 2022.

Art. 5. Uiterlijk op 30 april 2022 dienen de leveranciers, per aangetekende zending met ontvangstbewijs, bij de commissie een aangifte van schuldvordering in, met betrekking tot het saldo van de kosten van de uitbetaling van het eenmalig forfait.

Leveranciers kunnen een bijkomende aangifte van schuldvordering, met betrekking tot het saldo van de kosten van de uitbetaling van het eenmalig forfait indienen, per aangetekende zending met ontvangstbewijs, bij de commissie vanaf de datum bedoeld in artikel 4 tot uiterlijk 30 juni 2022 .

Elke aangifte van schuldvordering bevat de volgende informatie:

1° het jaar waarop de aangifte van schuldvordering betrekking heeft;

2° het totale verschuldigde bedrag, het totale bedrag gestort door de CREG en het positieve of negatieve saldo;

3° de vermelding " Dit document is geen factuur en laat niet toe de btw af te trekken ";

4° het rekeningnummer waarop de terugbetaling kan gebeuren;

5° de handtekening van de perso(o)n(en) die de betrokken leverancier kunnen verbinden en de na(a)m(en) en functie(s) van deze perso(o)n(en);

6° het totale aantal rechthebbenden aan wie het eenmalig forfait is toegekend, met een afzonderlijke opgave, in voorkomend geval, van het aantal rechthebbenden dat is belevend binnen de activiteit van noodleverancier;

7° de nominatieve lijst van de rechthebbenden aan wie het eenmalig forfait is toegekend, met telkens opgave van de EAN-code, de datum waarop het eenmalig forfait is uitbetaald, met in voorkomend geval, de aanduiding dat de rechthebbende is belevend binnen de activiteit van noodleverancier.

Art. 6. § 1. Na ontvangst van de in artikel 5, eerste lid, bedoelde aangifte onderzoekt de commissie de realiteit van het aangegeven saldo van schuldvordering. De controle van het sociaal statuut van de klanten gebeurt door middel van steekproeven volgens de werkwijze bedoeld in artikel 10, § 2 van de koninklijk besluiten van 2012, uitgezonderd de termijnen en het onderscheid van categoriën. Wanneer een onderzoek door de FOD Economie vereist is, wordt het resultaat daarvan uiterlijk op 31 mei 2022 meegedeeld aan de commissie.

Ten laatste op 30 juni 2022 beslist de commissie om het aangegeven saldo van schuldvordering, geheel of gedeeltelijk, te aanvaarden of te weigeren. Dit gebeurt naar rato van het geglobaliseerde resultaat van de steekproeven bedoeld in het eerste lid rekening houdend met een toegelaten foutenmarge van 2%. De commissie brengt de leverancier van haar beslissing op de hoogte per aangetekend schrijven met ontvangstbevestiging. De commissie informeert de Staat over het totale bedrag van de saldi van de leveranciers voor dezelfde datum.

Binnen dertig dagen volgend op de datum van goedkeuring van het saldo van de schuldvordering door de commissie wordt het bedrag ervan aan de leverancier gestort of door de leverancier aan de commissie terugbetaald bij een negatief saldo. Deze betaling wordt uitgevoerd als definitieve eindafrekening.

§ 2. Na ontvangst van de in artikel 5, tweede lid, bedoelde aangifte onderzoekt de commissie de realiteit van het aangegeven saldo van schuldvordering. De controle van het sociaal statuut van de klanten gebeurt door middel van steekproeven volgens de werkwijze bedoeld in artikel 10, § 2 van de koninklijk besluiten van 2012, uitgezonderd de termijnen en het onderscheid van categoriën. Wanneer een onderzoek door de FOD Economie vereist is, wordt het resultaat daarvan uiterlijk op 31 juli 2022 meegedeeld aan de commissie.

Le 31 août 2022 au plus tard, la commission décide d'approuver ou de refuser, totalement ou partiellement, le solde de créance déclaré. Cela se fait au prorata du résultat globalisé des échantillonnages visés au premier alinéa en tenant compte d'une marge d'erreur acceptée de 2%. La commission informe le fournisseur de sa décision par courrier recommandé avec accusé de réception. La commission informe l'Etat du montant total des soldes des fournisseurs pour la même date.

Dans les trente jours suivant la date d'approbation du solde de la créance par la commission, le montant de celle-ci est versé au fournisseur ou bien remboursé par le fournisseur à la commission en cas de solde négatif. Ce paiement est réalisé pour solde de tout compte.

CHAPITRE 3. — *Dispositions finales*

Art. 7. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Art. 8. Le ministre qui a l'Economie dans ses attributions et le ministre qui a l'Energie dans ses attributions sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 23 décembre 2021.

PHILIPPE

Par le Roi :

Le Ministre de l'Economie,
P.-Y. DERMAGNE

La Ministre de l'Energie,
T. VAN DER STRAETEN

Ten laatste op 31 augustus 2022 beslist de commissie om het aangegeven saldo van schuldvordering, geheel of gedeeltelijk, te aanvaarden of te weigeren. Dit gebeurt naar rato van het geglobaliseerde resultaat van de steekproeven bedoeld in het eerste lid rekening houdend met een toegelaten foutenmarge van 2%. De commissie brengt de leverancier van haar beslissing op de hoogte per aangetekend schrijven met ontvangstbevestiging. De commissie informeert de Staat over het totale bedrag van de saldi van de leveranciers voor dezelfde datum.

Binnen dertig dagen volgend op de datum van goedkeuring van het saldo van de schuldvordering door de commissie wordt het bedrag ervan aan de leverancier gestort of door de leverancier aan de commissie terugbetaald bij een negatief saldo. Deze betaling wordt uitgevoerd als definitieve eindafrekening

HOOFDSTUK 3. — *Slotbepalingen*

Art. 7. Dit besluit treedt in werking op de dag van de bekendmaking ervan in het *Belgisch Staatsblad*.

Art. 8. De minister bevoegd voor Economie en de Minister bevoegd voor Energie zijn, ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 23 december 2021.

FILIP

Van Koningswege :

De Minister van Economie,
P.-Y. DERMAGNE

De Minister van Energie,
T. VAN DER STRAETEN

AGENCE FEDERALE DE CONTROLE NUCLEAIRE

[C – 2021/34409]

14 DECEMBRE 2021. — Adaptation des montants des tarifs horaires générales fixés dans l'arrêté royal du 16 octobre 2009 fixant les tarifs horaires pour les prestations particulières supplémentaires effectuées par ou pour le compte de l'Agence fédérale de Contrôle nucléaire

Vu l'arrêté royal du 16 octobre 2009 fixant les tarifs horaires pour les prestations particulières supplémentaires effectuées par ou pour le compte de l'Agence fédérale de Contrôle nucléaire, article 3;

Considérant que l'indice de santé pour novembre 2021, tel qu'il figure au *Moniteur belge* du 30 novembre 2021, est de 115,20,

Arrête :

Article unique. Les montants des tarifs horaires généraux fixés dans l'arrêté royal du 16 octobre 2009 fixant les tarifs horaires pour les prestations particulières supplémentaires effectuées par ou pour le compte de l'Agence fédérale de Contrôle nucléaire, sont adaptés comme suit:

1° € 214 par membre du personnel affecté à des prestations effectuées au sein d'établissements de classe I ;

2° € 155 par membre du personnel affecté à des prestations effectuées au sein des autres établissements et dans le cadre d'activités professionnelles.

Ces montants adaptés entrent en application le 1^{er} janvier 2022.

Bruxelles, le 14 décembre 2021.

Le Directeur Général
F. HARDEMAN

FEDERAAL AGENTSCHAP VOOR NUCLEAIRE CONTROLE

[C – 2021/34409]

14 DECEMBER 2021. — Aanpassing van de bedragen van de algemene uurtarieven vastgelegd in het koninklijk besluit van 16 oktober 2009 houdende de vastlegging van de uurtarieven voor bijkomende buitengewone prestaties door of in opdracht van het Federaal Agentschap voor Nucleaire Controle

Gelet op het koninklijk besluit van 16 oktober 2009 houdende de vastlegging van de uurtarieven voor bijkomende buitengewone prestaties door of in opdracht van het Federaal Agentschap voor Nucleaire Controle, artikel 3;

Overwegende dat het gezondheidsindexcijfer voor de maand november 2021, zoals verschenen in het *Belgisch Staatsblad* van 30 november 2021, 115,20 bedraagt,

Besluit :

Enig artikel. De bedragen van de algemene uurtarieven vastgelegd in het koninklijk besluit van 16 oktober 2009 houdende de vastlegging van de uurtarieven voor bijkomende buitengewone prestaties door of in opdracht van het Federaal Agentschap voor Nucleaire Controle, worden aangepast als volgt:

1° € 214 per ingezet personeelslid voor prestaties verricht in inrichtingen van klasse I;

2° € 155 per ingezet personeelslid voor prestaties verricht in de andere inrichtingen en in het kader van beroepsactiviteiten.

Deze aangepaste bedragen zijn van toepassing vanaf 1 januari 2022. Brussel, op 14 december 2021.

De Directeur-Generaal,
F. HARDEMAN